



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 5 au 12 mars 2026

English summary

Southern Africa

- Rising oil prices linked to the Iran–Gulf conflict are likely to benefit African oil exporters while worsening inflation, external balances and growth prospects in energy-importing economies such as South Africa.
- Absa reports strong profit growth and accelerates its African expansion, targeting East African markets to offset saturation in South Africa.
- Over USD 50bn committed to the “Mission 300” electrification initiative, aiming to connect 300 million Africans to electricity by 2030.
- Botswana ranks among the world’s most attractive mining jurisdictions, while South Africa falls near the bottom of the Fraser Institute’s 2025 global survey.
- Canal+ plans to invest around ZAR 2bn to support MultiChoice’s turnaround, as the pay-TV operator faces declining subscribers and rising costs.

South Africa

- The World Bank allocates USD 350m to a credit guarantee mechanism aimed at mobilising private investment in infrastructure, particularly electricity transmission.
- President Ramaphosa conducts a state visit to Brazil to deepen trade, investment and strategic cooperation between the two BRICS economies.
- Rosatom and Necsa sign a cooperation agreement to strengthen nuclear skills development and human capital in South Africa.

- Durban plans a 400 MW AI-focused data centre backed by South Korean investors, raising questions about electricity supply capacity.
- Trade unions oppose the government's voluntary early-retirement plan in the public sector, warning of potential losses of critical skills.

Angola

- The central bank maintains a cautious monetary stance, balancing disinflation with financial stability concerns.
- Angola secures World Bank and MIGA guarantees for a USD 400m debt-for-education swap and a USD 750m development policy loan.
- Inflation slows to 13.35 % in February, although food and transport prices remain key drivers of cost-of-living pressures.
- Angola commits to improving the business climate under the EU–Angola Sustainable Investment Facilitation Agreement (SIFA).
- Deloitte highlights major gaps in internal audit practices in Angolan banks, pointing to weaknesses in governance and risk management.

Namibia

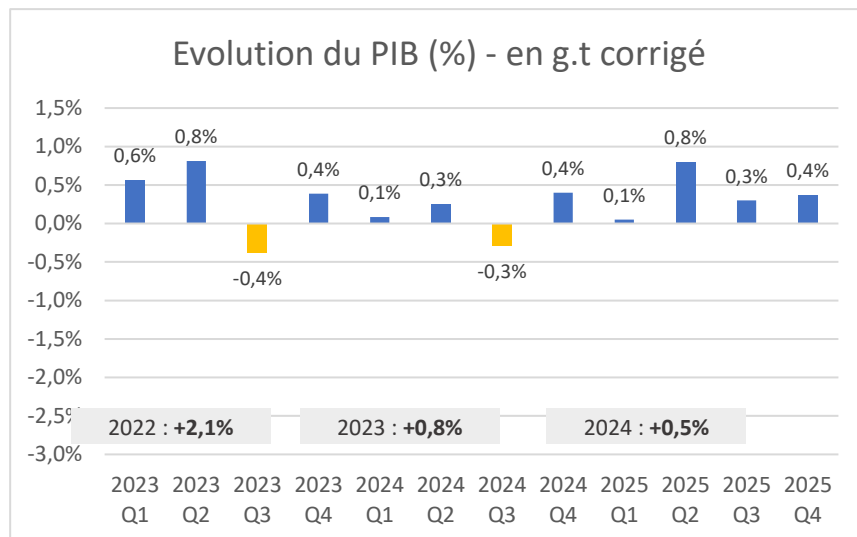
- Namibia maintains its moratorium on new mining and petroleum licences while reviewing existing concessions.
- Inflation slowed to 2.4 % year-on-year in February, though rising oil prices could create inflationary pressures in the coming months.

Zambia

- A new IMF programme is expected only after the August 2026 elections, despite technical discussions likely starting in April.
- Zambia seeks global investors to triple copper production by 2031, targeting 3 million tonnes annually to strengthen its role in critical minerals.

A LA UNE – Afrique du Sud

Le PIB sud-africain en hausse de 1,1 % en 2025



Selon l'agence nationale de statistiques sud-africaine (Stats SA), le PIB de l'Afrique du Sud a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2025 en glissement trimestriel, après une croissance révisée à la baisse à 0,3 % au T3 (contre 0,5 % initialement). Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % (-0,2 point de PIB par

rapport aux estimations précédentes). Du côté de l'offre, la croissance a été principalement tirée par les services, en particulier le secteur financier (+1,4 %, soit +0,3 point de contribution), ainsi que les services à la personne (+0,4 %, soit +0,1 point) et le commerce, la restauration et l'hébergement (+0,9 %, soit +0,1 point), soutenus par la reprise de la consommation des ménages. L'agriculture (+0,4 %) est également restée en expansion grâce à des conditions météorologiques favorables aux cultures et à l'horticulture. À l'inverse, plusieurs secteurs productifs ont pesé sur l'activité, notamment les mines (-0,6 %), l'industrie manufacturière (-0,6 %, soit -0,1 point), l'électricité et l'eau (-2,2 %), la construction (-1,3 %) et les transports (-0,3 %). Cette configuration confirme le décrochage persistant des secteurs productifs et le caractère très tertiairisé de la croissance sud-africaine. Du côté de la demande, la consommation des ménages demeure le principal moteur de l'activité (+1,2 %, soit +0,8 point), soutenue par la modération de l'inflation, la baisse progressive des taux d'intérêt et une amélioration du revenu réel des ménages. L'investissement fixe a poursuivi sa reprise (+1,3 %, soit +0,2 point), porté par le secteur privé et les entreprises publiques, bien que son niveau demeure faible sur l'ensemble de l'année (-2,2 % en 2025 après -3,9 % en 2024). Cette reprise tardive de l'investissement reste insuffisante pour compenser la faiblesse observée en début d'année et souligne les contraintes structurelles qui pèsent sur l'accumulation de capital (coûts d'exploitation élevés, incertitudes réglementaires et capacités excédentaires dans certains secteurs). À l'inverse, le commerce extérieur a pesé sur la croissance, les exportations reculant (-0,6 %) tandis que les importations progressaient (+0,5 %), dans un contexte de demande intérieure plus dynamique et de conditions commerciales moins favorables.

Sommaire :

Afrique australe

- La hausse des prix du pétrole liée au conflit Iran-Golfe fragilise les économies importatrices
- Secteur bancaire : Absa accélère son expansion en Afrique face à la saturation du marché sud-africain
- Électrification : 50 Mds USD mobilisés pour le programme « Mission 300 » en Afrique
- Le Botswana classé septième juridiction minière mondiale, l'Afrique du Sud au fond du classement
- Canal+ prévoit d'investir près de 2 Mds ZAR pour relancer MultiChoice

Afrique du Sud

- La Banque mondiale alloue 350 M USD pour un mécanisme de garantie destiné aux infrastructures, notamment de transmission
- Le Président Ramaphosa en visite d'État au Brésil pour renforcer les liens économiques
- Rosatom et Necsa signent un protocole d'accord sur le développement des compétences
- Durban prévoit un centre de données IA de 400 MW, en partenariat avec des investisseurs coréens
- Les syndicats s'opposent au plan de départs volontaires dans la fonction publique

Angola

- La BNA confirme une orientation prudente de sa politique monétaire
- L'Angola obtient des garanties de la Banque mondiale et de la MIGA pour un échange de dette contre investissements éducatifs
- La désinflation se confirme fin février, mais les tensions sur les prix restent fortes dans les postes essentiels
- Luanda promet d'améliorer l'environnement des affaires dans le cadre de l'accord UE-Angola sur la facilitation des investissements durables (SIFA)
- Deloitte : de fortes lacunes dans les pratiques d'audit interne des banques angolaises

Namibie

- Maintien du moratoire sur les nouvelles licences minières et pétrolières pendant l'examen des droits existants
- L'inflation atteint 2,4% sur un an (Namstats)

Zambie

- Un nouveau programme avec le FMI attendu après les élections de 2026
- La Zambie recherche des investisseurs mondiaux pour tripler sa production de cuivre d'ici 2031

Afrique australe

La hausse des prix du pétrole liée au conflit Iran-Golfe fragilise les économies importatrices

La hausse brutale des prix du pétrole provoquée par l'escalade du conflit impliquant l'Iran et les perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz devrait avoir des effets contrastés sur les économies africaines. Selon plusieurs analyses économiques, les pays exportateurs d'hydrocarbures comme le Nigeria, l'Angola ou le Ghana pourraient bénéficier d'une amélioration de leurs comptes extérieurs grâce à l'augmentation des prix. À l'inverse, les pays importateurs nets d'énergie, notamment en Afrique australe et de l'Est, devraient subir un choc négatif à travers une hausse de leurs factures d'importation, de l'inflation et des pressions sur les monnaies.

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud figure parmi les économies les plus exposées. En tant qu'importateur net de carburants et avec une capacité de raffinage domestique fortement réduite ces dernières années, le pays dépend largement des importations, notamment en provenance d'Inde et d'Oman. La flambée des prix du Brent (qui a dépassé brièvement 115 USD le baril début mars) pourrait ainsi renchérir les coûts de transport et de production, peser sur le pouvoir d'achat des ménages et ralentir une reprise économique déjà fragile. Certaines estimations suggèrent qu'une hausse de 20 USD du prix du baril pourrait dégrader le compte courant sud-africain d'environ 1 % du PIB.

Cette hausse des prix de l'énergie pourrait raviver les tensions inflationnistes, notamment via les coûts logistiques et alimentaires, et compliquer la trajectoire de politique monétaire. Dans un contexte où la croissance sud-africaine devrait rester modérée (autour de 1,5 % en 2026), un choc pétrolier prolongé représenterait un

risque significatif pour la stabilité macroéconomique et la dynamique de reprise.

Secteur bancaire : Absa accélère son expansion en Afrique face à la saturation du marché sud-africain

Le groupe bancaire Absa a annoncé une hausse de 12,25 % de son bénéfice annuel, atteignant 24,7 Mds ZAR (1,51 Md USD), portée par ses activités hors Afrique du Sud. Face à un marché domestique mature, le troisième prêteur du pays mise sur l'Afrique de l'Est pour stimuler sa croissance future. Déjà présent au Kenya et au Ghana, Absa cible désormais une montée en puissance en Ouganda, après le rachat des activités de détail de Standard Chartered, ainsi qu'en Tanzanie et en Zambie, ce dernier pays étant jugé stratégique pour son rôle dans la production de minerais critiques. Cette offensive régionale vise notamment à combler le vide laissé par le retrait des banques européennes

Électrification : 50 Mds USD mobilisés pour le programme « Mission 300 » en Afrique

La Banque mondiale a annoncé que plus de 50 Mds USD avaient déjà été engagés dans le cadre de la « Mission 300 », une initiative ambitieuse visant à raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030. Depuis son lancement officiel à Dar es Salaam en janvier 2025, le programme a permis de fournir de l'énergie à 44 millions de personnes, des dizaines de millions de raccordements supplémentaires étant prévus d'ici fin 2026. Ce financement, regroupant des prêts concessionnels de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement ainsi que des investissements privés, s'attaque à un obstacle majeur à la croissance : près de la moitié de la population d'Afrique subsaharienne (570 millions de personnes) vit encore sans électricité, freinant ainsi l'éducation et la productivité régionale.

Le Botswana classé septième juridiction minière mondiale, l'Afrique du Sud au fond du classement

Dans l'édition 2025 de l'*Annual Survey of Mining Companies* du *Fraser Institute*, qui évalue 68 juridictions selon leur attractivité pour l'investissement minier à partir d'un indice combinant potentiel géologique (60 %) et perception des politiques publiques (40 %), le Botswana apparaît comme la juridiction la mieux classée d'Afrique australe et du continent, occupant la 7^e place mondiale avec un score de 85,99, et restant la seule de la région dans le top 10. La Zambie se situe au 25^e rang (72,84), suivie de la Tanzanie au 34^e rang (68,04).

Plusieurs pays se placent en revanche dans la seconde moitié du classement : la République démocratique du Congo est 50^e (57,46), la Namibie 51^e (56,21) et l'Angola 55^e (53,51). L'Afrique du Sud figure parmi les juridictions les moins bien classées de la région, au 57^e rang sur 68 (52,97), traduisant une perception défavorable de son environnement politique et réglementaire pour l'investissement minier dans l'enquête 2025.

Canal+ prévoit d'investir près de 2 Mds ZAR pour relancer MultiChoice

Le groupe français Canal+ prévoit d'investir environ 2 Mds ZAR (environ 100 M EUR) afin de soutenir un plan de relance de MultiChoice. L'objectif est de relancer la croissance du nombre d'abonnés et d'améliorer la performance financière du groupe.

MultiChoice fait face à une contraction de son activité ces dernières années. Le nombre d'abonnés est passé de plus de 23 millions en mars 2023 à environ 14 millions, sous l'effet notamment de la pression sur le pouvoir d'achat des ménages, de la hausse des coûts d'exploitation et de l'évolution des usages vers les jeux vidéo et les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, Canal+ a indiqué que MultiChoice pourrait subir en 2026 un impact négatif d'environ 140 M EUR sur son résultat opérationnel, lié à la baisse du nombre d'abonnés et à l'inflation des coûts. Malgré cela, le groupe anticipe un EBIT ajusté d'environ 170 M EUR pour MultiChoice en 2026, légèrement supérieur à celui de 2025.

Le plan de redressement inclut notamment un renforcement des activités commerciales et une restructuration de certaines activités, dont l'arrêt du service de streaming Showmax, afin de réduire les pertes et recentrer l'activité sur la télévision payante, le cœur de son modèle.

Afrique du Sud

La Banque mondiale alloue 350 M USD pour un mécanisme de garantie destiné aux infrastructures, notamment de transmission

La Banque mondiale a confirmé un financement de 350 M USD pour le *Credit Guarantee Vehicle* (CGV) sud-africain, un mécanisme destiné à mobiliser des financements privés pour des projets d'infrastructures publiques. Le programme, mis en œuvre par le *National Treasury* dans le cadre de la *South Africa Blended Finance Platform for Resilient Infrastructure*, sera financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), filiale de la Banque Mondiale qui propose des facilités de prêts aux pays à revenu intermédiaire.

Le CGV prendra la forme d'une société d'assurance privée émettant des garanties de crédit afin de réduire le risque pour les investisseurs et d'attirer des capitaux privés sans accroître les garanties souveraines de l'État. Le Trésor prévoit d'y apporter un capital initial de 2 Mds ZAR (100 M EUR).

Le mécanisme devrait soutenir en priorité les investissements dans les infrastructures de transport électrique, notamment

l'extension et la modernisation du réseau national aujourd'hui exploité par Eskom. Ces investissements sont considérés comme essentiels pour connecter de nouvelles capacités de production, notamment renouvelables, au réseau sud-africain.

Selon le gouvernement sud-africain et la Banque mondiale, le dispositif pourrait permettre de mobiliser jusqu'à 10 Mds USD d'investissements sur une décennie, avant d'être éventuellement étendu à d'autres secteurs d'infrastructures comme l'eau, le transport ou les services publics.

Le Président Ramaphosa en visite d'État au Brésil pour renforcer les liens économiques

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a effectué une visite d'État de deux jours au Brésil les 9 et 10 mars 2026, à l'invitation du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, avec pour objectif de renforcer les relations bilatérales et d'approfondir la coopération économique entre les deux pays.

Le déplacement s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique conclu en 2010 entre l'Afrique du Sud et le Brésil. Les discussions ont porté sur l'élargissement des relations commerciales et l'identification de nouvelles opportunités d'investissement mutuellement bénéfiques.

Une délégation d'entreprises sud-africaines accompagnait le président, notamment Sasol (Énergie et chimie), MTN (Télécommunications), Naspers (Médias), Standard Bank, First National Bank, Aspen (Pharmaceutique) et AngloGold Ashanti (Mines). Dans ce cadre, Ramaphosa a participé à un forum d'affaires Afrique du Sud-Brésil destiné à promouvoir les partenariats commerciaux et à encourager les investissements brésiliens en Afrique du Sud. Huit ministres étaient également présents : Ronald Lamola (Relations internationales et Coopération), Parks Tau

(Commerce), Angie Motshekga (Défense), Kgosientsho Ramokgopa (Électricité et Énergie), Blade Nzimande (Sciences, Technologie et Innovation), John Steenhuisen (Agriculture), Barbara Creecy (Transports) et Enoch Godongwana (Finances).

À l'issue de la visite, les deux pays ont notamment signé un protocole d'accord entre l'agence brésilienne de promotion du commerce et des investissements (Apex-Brasil) et le *Department of Trade, Industry and Competition* sud-africain, visant à renforcer la coopération en matière de commerce et d'investissement.

Première économie d'Amérique latine et membre des BRICS, le Brésil est considéré par Pretoria comme un partenaire stratégique majeur.

Rosatom et Necsa signent un protocole d'accord sur le développement des compétences

L'entreprise nucléaire publique russe Rosatom et la *South African Nuclear Energy Corporation* (Necsa) ont signé un protocole d'accord portant sur le développement du capital humain dans le domaine du nucléaire. L'accord prévoit une coopération dans la formation et le développement des compétences, incluant des programmes éducatifs conjoints, des stages professionnels de courte durée, des projets de recherche communs ainsi que l'organisation de conférences et séminaires spécialisés. Il prévoit également l'attribution de bourses à des étudiants et jeunes professionnels sud-africains pour suivre des formations dans des universités partenaires de Rosatom.

Par ailleurs, l'Afrique du Sud a rejoint l'initiative internationale visant à tripler la capacité nucléaire mondiale d'ici 2050, annoncée lors de l'*Africa Energy Indaba* en mars 2026 par le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosientsho Ramokgopa.

Cette déclaration, soutenue par plusieurs États, dont la France, vise à promouvoir l'expansion de l'énergie nucléaire dans les systèmes énergétiques mondiaux. L'Afrique du Sud est actuellement le seul pays africain disposant d'une centrale nucléaire en exploitation commerciale.

L'Afrique du Sud a également soutenu la [déclaration](#) sur « l'énergie nucléaire sécurisée et abordable pour tous » présentée lors du sommet sur le nucléaire civil, qui s'est tenu à Paris le 10 mars en présence du président Macron.

Durban prévoit un centre de données IA de 400 MW, en partenariat avec des investisseurs coréens

La [municipalité d'eThekweni](#) (Durban), [prépare la construction d'un centre de données dédié à l'intelligence artificielle d'une capacité électrique prévue d'environ 400 MW](#). Selon les documents municipaux cités, cette installation pourrait consommer jusqu'à un quart de l'électricité actuellement utilisée par la ville. Le projet implique un consortium d'investisseurs et fournisseurs de technologies sud-coréens, tandis que la municipalité fournit le terrain et les infrastructures de base nécessaires à l'exploitation du site. Ce projet serait situé à proximité d'Amanzimtoti, point d'atterrissage du câble sous-marin 2Africa, finalisé en 2025.

Les documents précisent que les détails définitifs concernant l'alimentation électrique et les systèmes de distribution restent à confirmer, et aucune décision finale n'a encore été prise sur la manière dont cette consommation sera intégrée au réseau existant. Le projet suscite des questions sur la capacité du réseau local à absorber cette demande supplémentaire et sur les implications en termes de planification énergétique et de durabilité.

Les syndicats s'opposent au plan de départs volontaires dans la fonction publique

[Les syndicats sud-africains rejettent l'allocation par le Trésor de 1,76 Md ZAR supplémentaires aux provinces pour financer les départs anticipés à la retraite](#). Ce programme, doté d'une enveloppe globale de 11 Mds ZAR, vise à supprimer 30 000 postes (55-59 ans) pour économiser 2 Mds ZAR et réduire la masse salariale publique. À ce jour, 7 687 demandes ont été approuvées sur une cible initiale bien plus élevée. Si le gouvernement anticipe 5,5 Mds ZAR d'économies nettes d'ici 2029, les organisations syndicales comme la PSA et le NEHAWU dénoncent une mesure d'austérité qui menace de « paralyser » les services publics. Elles alertent sur une fuite des compétences critiques (médecins, enseignants, ingénieurs) dans un secteur déjà marqué par un fort taux de vacance.

Angola

La BNA confirme une orientation prudente de sa politique monétaire

[À l'issue de sa dernière réunion \(11 et 12 mars 2026\), le Comité de politique monétaire \(CPM\) de la Banque nationale d'Angola \(BNA\) a confirmé l'orientation prudente de sa politique monétaire, dans un contexte de désinflation progressive mais encore fragile. Les autorités monétaires maintiennent ainsi un cadre monétaire restrictif tout en veillant à préserver la stabilité financière et la solidité du système bancaire.](#)

Parallèlement, la banque centrale met l'accent sur le renforcement de la résilience du secteur financier. Les autorités ont notamment réaffirmé les exigences prudentielles applicables aux banques commerciales, en maintenant les principaux coussins de capital (réserve de conservation de capital à 2,5 %, coussin pour les banques systémiques entre 1 % et

2 %, réserve contracyclique à 0 %) et en appelant les établissements bancaires à renforcer leurs politiques de gestion du capital et de la liquidité.

Selon la BNA, ces mesures s'inscrivent dans un contexte où le système financier angolais demeure globalement résilient face aux risques identifiés, notamment le risque souverain et le niveau encore élevé de crédits non performants, les ratios de capitalisation et de liquidité restant toutefois au-dessus des seuils réglementaires.

Au total, ces décisions traduisent une stratégie de normalisation prudente de la politique monétaire : la banque centrale cherche à accompagner la baisse de l'inflation tout en évitant un relâchement trop rapide des conditions financières, afin de préserver la stabilité macro-financière et la solidité du système bancaire.

L'Angola obtient des garanties de la Banque mondiale et de la MIGA pour un échange de dette contre des investissements éducatifs

L'Angola a obtenu l'approbation de la Banque mondiale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) pour des garanties financières destinées à soutenir un échange dette-éducation.

Cette opération permettra au pays de racheter jusqu'à 400 M USD de dette commerciale coûteuse grâce à un nouveau financement à moindre coût, garanti par ces institutions.

Les économies réalisées seront affectées à la construction de nouvelles écoles et à l'amélioration du système éducatif. Il s'agit du deuxième échange de dette soutenu par la Banque mondiale, après une opération similaire menée en Côte d'Ivoire en 2024. Dans un contexte de fort endettement et de recul de l'aide internationale, ces mécanismes d'échange de dette

apparaissent comme un outil innovant pour financer des projets de développement. L'Angola prépare par ailleurs un futur échange de dette dédié au secteur de la santé.

Par ailleurs, la Banque mondiale a également approuvé un prêt (DPO ou *Development Policy Operation*) de 750 M USD pour soutenir les politiques de développement du pays, notamment le développement du corridor de Lobito, destiné à relier les zones minières de Zambie et de la République démocratique du Congo au port angolais de Lobito.

La désinflation se confirme fin février, mais les tensions sur les prix restent fortes dans les postes essentiels

En février 2026, l'inflation annuelle en Angola est retombée à 13,35 %, contre 14,56 % en janvier, soit une baisse de 1,21 point de pourcentage (p.p.) sur un mois et de 11,91 p.p. sur un an. Le mouvement confirme un ralentissement net et continu de la hausse des prix, prolongeant la tendance baissière observée depuis le pic enregistré en 2025.

Cette amélioration agrégée ne signifie toutefois pas une disparition des tensions inflationnistes. Les plus fortes hausses restent concentrées dans des postes particulièrement sensibles pour les ménages, en particulier les transports (18,66 %), le logement, l'eau, l'électricité et les combustibles (16,06 %), la santé (14,24 %) et l'alimentation et les boissons non alcoolisées (13,55 %). Autrement dit, l'inflation ralentit, mais elle continue de peser fortement sur le coût de la vie quotidienne.

L'élément le plus notable est le rôle central de l'alimentation dans la dynamique des prix. En février, la catégorie "alimentation et boissons non alcoolisées" a contribué à elle seule à 8,24 p.p. de l'inflation totale, soit près de 61,7 % de l'indice général. Cela montre que, malgré la décélération globale,

l'évolution des prix alimentaires demeure le principal déterminant de l'inflation en Angola.

Les écarts territoriaux restent également marqués. Cabinda enregistre de loin la plus forte inflation provinciale à 21,22 %, très au-dessus de la moyenne nationale, devant Lunda Sul (15,70 %) et Moxico (15,15 %). À l'inverse, Huambo (11,36 %), Cunene (11,47 %) et Zaïre (11,82 %) affichent les progressions de prix les plus modérées. Cette dispersion confirme que le ralentissement inflationniste n'est ni homogène ni pleinement diffusé sur l'ensemble du territoire.

Au total, les chiffres de février traduisent une évolution encourageante pour la stabilité macroéconomique, mais aussi une désinflation encore incomplète : la baisse de l'indice global est réelle, tandis que les pressions demeurent vives sur les dépenses contraintes, en premier lieu l'alimentation et les transports.

Luanda promet d'améliorer l'environnement des affaires dans le cadre de l'accord UE-Angola sur la facilitation des investissements durables (SIFA)

Le ministre angolais de la Planification, Victor Hugo Guilherme, a déclaré à Bruxelles, au siège de la Commission européenne, que l'Angola était déterminé à améliorer la transparence, la prévisibilité et la durabilité de son environnement des affaires.

À l'occasion d'une réunion technique avec la Commission européenne, les deux parties ont évalué les progrès réalisés, identifié les obstacles persistants et défini les prochaines étapes de mise en œuvre de l'accord UE-Angola sur la facilitation des investissements durables (SIFA).

Cet accord, considéré comme pionnier, vise à renforcer la transparence et l'efficacité du cadre réglementaire, à

promouvoir les investissements durables et à approfondir la coopération économique bilatérale. Il inclut également des engagements en matière de bonne gouvernance, de normes du travail, de durabilité environnementale et de renforcement institutionnel.

Deloitte : de fortes lacunes dans les pratiques d'audit interne des banques angolaises

Selon une étude de Deloitte, une majorité de banques angolaises présentent encore des insuffisances importantes en matière d'audit interne et de gouvernance.

L'enquête révèle notamment que 62 % des établissements ne disposent pas de procédures d'audit continu, pourtant essentielles pour la gestion des risques. La même proportion n'utilise pas d'outils d'analyse de données pour appuyer les décisions stratégiques, tandis que 70 % des banques ne disposent pas de logiciels dédiés à la gestion de l'audit interne. Par ailleurs, 62 % des directions bancaires ne préparent pas de plans d'audit pluriannuels, même si 92 % des institutions déclarent fonder leurs plans d'audit sur une évaluation des risques.

L'étude, qui couvre un échantillon représentant 88 % du marché bancaire angolais, souligne que l'adoption de pratiques d'audit modernes reste limitée, ce qui pourrait affecter la transparence, l'efficacité et la solidité du secteur bancaire.

Namibie

Maintien du moratoire sur les nouvelles licences minières et pétrolières pendant l'examen des droits existants

La Namibie maintient le moratoire sur l'octroi de nouvelles licences minières et pétrolières, dans l'attente d'un examen des

droits déjà attribués. Les autorités souhaitent d'abord évaluer le nombre de licences existantes, le niveau d'activité des titulaires et les retombées économiques effectives avant d'envisager la réouverture du processus d'attribution.

La suspension concerne notamment les licences d'exploration, de reconnaissance et de production dans le secteur pétrolier. Elle a été mise en place après la clôture du précédent cycle d'attribution le 31 octobre 2024 et devait initialement être levée le 1er novembre 2024, avant d'être prolongée puis maintenue sans échéance précise.

Selon le ministère des Industries, des Mines et de l'Énergie, cette démarche vise à vérifier dans quelle mesure les détenteurs de licences respectent leurs engagements d'exploration ou de développement et à déterminer si les droits existants génèrent des bénéfices pour le pays. L'évaluation doit également permettre d'identifier d'éventuels besoins de renforcement du suivi réglementaire et de soutenir une gestion plus durable des ressources naturelles.

L'inflation atteint 2,4 % sur un an (Namstats)

Selon l'agence nationale de statistiques (NamStats), l'inflation a ralenti à 2,4 % sur un an au mois de février, après avoir atteint 2,9 % au mois de janvier. Cette baisse importante a surpris les observateurs, qui avaient anticipé une baisse à 2,8 %. Les principales contributions à la hausse des prix proviennent du poste « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+4,7 %, soit une contribution de +1,2 point de pourcentage), suivi des « boissons alcoolisées et tabac » (+3,4 %, soit +0,5 point) et de « l'alimentation et boissons non alcoolisées » (+1,6 %, soit +0,3 point).

Toutefois, les tensions géopolitiques récentes pourraient exercer des pressions inflationnistes dans les prochains mois. Le prix du pétrole Brent a augmenté de plus de

30 USD par baril en une dizaine de jours. Dans le même temps, le rand sud-africain est passé d'environ 15,9 ZAR/USD à 16,6 ZAR/USD, ce qui a contribué à une hausse d'environ 12 % du prix du pétrole exprimé en rand en moins de deux semaines. La Namibie important la totalité de ses besoins en pétrole, cette hausse devrait se transmettre rapidement aux prix du carburant, avec des effets sur les coûts de transport, la distribution alimentaire et les intrants industriels.

Zambie

Un nouveau programme avec le FMI attendu après les élections de 2026

Le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué que les discussions techniques avec les autorités zambiennes en vue d'un nouveau programme d'appui pourraient débuter dès avril 2026, mais qu'un accord n'interviendrait qu'après les élections générales prévues en août 2026.

Le précédent programme du FMI, arrivé à échéance en janvier 2026, a permis le décaissement total de 1,7 Md USD et a accompagné la Zambie dans le long processus de la restructuration de sa dette publique externe. Selon le FMI, ce programme a contribué à rétablir la stabilité macroéconomique, bien que certaines fragilités persistent.

Les perspectives économiques du pays demeurent globalement positives, mais le FMI a révisé légèrement à la baisse ses prévisions de croissance, désormais attendue à 4,5 % en 2025 et 5,5 % en 2026. L'institution souligne notamment l'apparition de pressions budgétaires, malgré l'objectif des autorités de dégager un excédent primaire important en 2026. Ces tensions seraient liées notamment à la hausse de la masse salariale publique, au soutien au secteur agricole ainsi qu'aux dépenses liées au cycle électoral.

La Zambie recherche des investisseurs mondiaux pour tripler sa production de cuivre d'ici 2031

La Zambie ambitionne de plus que tripler sa production de cuivre pour atteindre 3 millions de tonnes métriques d'ici 2031. En 2025, le pays a produit 890 346 tonnes, manquant son objectif initial de 1 million de tonnes. Pour combler cet écart, le ministre des Mines Paul Kabuswe courtise les investisseurs mondiaux, notamment américains, afin de sécuriser des matériaux critiques pour la transition énergétique comme le cobalt, le lithium et le manganèse. Le gouvernement insiste sur des accords « gagnant-gagnant » et réfute tout lien entre l'accès aux mines et les négociations en cours avec Washington pour une aide sanitaire de 1 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr